



BRÉSIL

Le grand bond en avant

Fini le temps où le Brésil paraissait voué à être l'éternel pays d'avenir. Le plus grand pays d'Amérique latine semble enfin réaliser son potentiel et mériter sa place dans le BRIC, ce groupe des économies émergentes les plus dynamiques, qui réunit également la Russie, l'Inde et la Chine.

CHANTAL RAYES
São Paulo

Les atouts du «B» sont nombreux: une population relativement jeune, une économie diversifiée, d'immenses terres fertiles et des richesses naturelles abondantes, qui en font un pays grand producteur de matières premières, notamment agricoles. A quoi s'ajoutent de récentes et prometteuses découvertes pétrolières.

Dans les années 70, la croissance brésilienne avoisinait 10% par année. Mais l'endettement et l'inflation ont explosé, entraînant le pays dans l'instabilité. Deux décennies plus tard, alors que la valse des étiquettes est enfin domptée, le Brésil croit enfin pouvoir prendre un nouveau départ, mais une succession de crises extérieures (mexicaine, asiatique, russe, argentine) va l'en empêcher.

Depuis 2003, cependant, un cercle vertueux semble amorcé. La croissance s'est accélérée à 4% par an en moyenne. Près de quinze millions d'emplois formels ont été créés. Le chômage est désormais à son plus bas niveau historique (autour de 6%). On est certes loin des taux d'activité mirobolants d'une Chine ou d'une Inde encore en pleine urbanisation mais la croissance brésilienne paraît mieux

redistribuée. «Non seulement la pauvreté est en baisse, mais nos abyssales inégalités de revenus reculent aussi, alors qu'en Chine et en Inde, les écarts sociaux se creusent», souligne l'économiste Marcelo Neri, du Centre de politiques sociales de la Fondation Getúlio Vargas (FGV).



Luiz Inácio Lula da Silva, ex-président du Brésil:
«Nous avons été parmi les derniers à entrer dans la crise et parmi les premiers à en sortir.»

L'EFFET COUPE DU MONDE

D'ordinaire si vulnérable, le Brésil a montré une étonnante résilience face à la crise financière internationale de 2008. «Nous avons été parmi les derniers à entrer dans la crise et parmi les premiers à en sortir», aimait à répéter l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva (Parti des travailleurs). Après une courte récession, l'activité est repartie de plus belle. Le PIB a progressé de 7,5% en 2010, propulsant l'économie au rang de septième de la planète. Brasília s'est même payé le luxe de prêter dix milliards de dollars au Fonds monétaire international, ce même FMI qui maintint le Brésil longtemps sous perfusion. Tout un symbole...

Signe de son nouveau statut, le pays s'est vu attribuer coup sur coup l'organisation de la prochaine Coupe du monde en 2014 et celle des Jeux Olympiques d'été de 2016. De quoi doner un coup de fouet au moral comme à l'économie, avec les investissements attendus pour mettre à niveau les infrastructures en vue des compétitions.

Si ce cycle de prospérité s'est ouvert sous la présidence de Lula (2003-2010), c'est son prédécesseur social-démocrate, Fernando Henrique Cardoso, qui a pavé la voie à ce succès. En 1994, Cardoso, alors ministre des Finances, lance le Plan Real, qui met fin à une inflation à trois chiffres. Elu chef de l'Etat l'année suivante, il met en route des réformes pour moderniser

COUP DE PROJECTEUR ET AILLEURS?

Le pont Octávio Frias de Oliveira, à São Paulo (Brésil), vu depuis la tour nord du complexe CENU, au nord-est du pont.

l'économie et assainir les finances publiques. Lula va récolter les fruits de la stabilité retrouvée. «Il a su s'inscrire dans la continuité», observe l'économiste Joaquim Eloi Cirne de Toledo. Tenant tête à sa formation, le leader de gauche, dont l'élection avait d'abord effrayé les marchés, a maintenu la politique économique orthodoxe de son prédécesseur, qu'il taxait de «néolibérale». Et cela, même après avoir mis fin, en 2005, à la tutelle du FMI.

Il a même relevé, dans un premier temps, le taux de l'excédent budgétaire, ce qui a contribué à réduire le poids relatif de la dette (aujourd'hui d'environ 40% du PIB). Tandis que la Banque centrale consolidait ses réserves en devises – passées de quarante à plus de trois cents milliards de dollars depuis 2004 –, qui ont été déterminantes pour affronter la crise. Lula a aussi bénéficié d'une bonne dose de chance. «Le Brésil a profité de la bonne santé de l'économie mondiale entre 2003 et 2008, et en particulier de l'appétit de la Chine pour le minerai de fer et le soja, dont nous sommes de grands producteurs», rappelle Evaldo Alves, économiste de la FGV.

RECORD

D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Si ce boom exportateur a déclenché la relance, le marché intérieur a vite pris le relais, s'imposant comme le principal moteur de l'économie. Les exportations ne représentent en effet que 14% du PIB (contre plus de 40% en moyenne dans les pays émergents). «Mais l'envol des cours des matières premières que nous exportons a valorisé la monnaie nationale, dopant le pouvoir d'achat et la consommation des Brésiliens», explique Cisne de Toledo. La baisse du chômage et la hausse des revenus feront le reste. Car Lula a su conjuguer orthodoxie et politique sociale. Il a relevé de 54% (en termes réels) le salaire minimum. Il a également lancé la Bolsa Família, une aide en argent versée chaque mois à plus de douze millions de foyers pauvres ou très pauvres. En deux mandats, vingt et un millions de Brésiliens sont sortis de la misère tandis que vingt-neuf millions ont rejoint la classe moyenne. «Nous avons créé de nouveaux consommateurs», résume Evaldo Alves. D'autant que le recul du travail au noir a facilité l'accès au crédit, qui progresse à un taux annuel de plus de 20%. Avec plus de cent nonante millions d'habitants, le Brésil est devenu le second marché mondial de cosmétiques et le quatrième de téléphones cellulaires, d'automobiles et d'or-

dinateurs! Il est aussi l'une des destinations favorites des investissements directs étrangers, qui ont battu, l'an dernier, leur record historique avec 48,5 milliards de dollars.

Pour autant, beaucoup se refusent ici à parler de «miracle», arguant que le taux de croissance record de l'an dernier – qui faisait suite à une année perdue (- 0,6% en 2009) – ne peut pas durer. En cause, les goulots d'étranglement: infrastructures proches de la saturation, déficit de main-d'œuvre qualifiée (la faute au piètre niveau d'éducation), taux d'investissement trop bas: 18,4% du PIB contre 32,6% en Inde ou 47,8% en Chine. Le rythme de l'activité économique devrait d'ailleurs ralentir à 4,5% cette année, sans pour autant éviter le risque de surchauffe: l'inflation menace, obligeant la présidente Dilma Rousseff, qui a succédé à Lula en janvier 2011, à annoncer des coupes budgétaires et la Banque centrale à relever son taux, l'un des plus élevés du monde. Or, ce taux attire un flux croissant de capitaux spéculatifs qui a par trop valorisé le real, portant atteinte à la compétitivité de l'industrie. ■



Dilma Rousseff, l'actuelle présidente du Brésil, a succédé à Lula en janvier 2011. Pour contrer l'inflation menaçant le pays, elle a d'ores et déjà annoncé des coupes budgétaires afin d'éviter des risques de surchauffe.

Football et Jeux olympiques: double défi, double chance?

Mondial de football en 2014, Jeux olympiques d'été en 2016. De tous les pays au monde, c'est le Brésil qui emporte le mach loin devant tous les autres concurrents, mais au prix de défis à la taille du pays. Patrie incontestée du football, avec un record de cinq Coupes du Monde à son actif (en 1958, 1962, 1970, 1994 et 2002), sans oublier des stars comme Pelé, Ronaldo, Kaka ou Ronaldinho, le Brésil pouvait légitimement prétendre à l'organisation de la fête du ballon rond. En revanche, la surprise a été plus grande lorsque le pays a décroché l'accueil des Jeux olympiques d'été 2016 à Rio, une première pour un pays d'Amérique latine. Le dossier était pourtant loin d'être favori, car Rio présentait des handicaps patents: manque d'expérience et, surtout, une insécurité largement causée par la grande pauvreté ou, encore, des infrastructures et un réseau de transports insuffisants. Or, tous ces éléments ont été transformés en atouts grâce à un dossier technique très abouti et le soutien d'une immense majorité de Brésiliens. Le comité olympique a apprécié les efforts relatifs aux aménagements prévus en marge de l'événement, comme la revalorisation sociale des favelas, la dépollution des lacs et des rivières, ainsi que plusieurs projets de mobilité intelligente. En outre, la collaboration exemplaire entre tous les partenaires – autorités municipales, gouvernement de l'Etat de Rio, pouvoir fédéral à Brasília, initiative privée et société civile – a également joué un rôle décisif. Et, avec finesse, les partisans du dossier de candidature ont avancé que la Coupe du Monde permettrait de créer un cercle vertueux. Les travaux sont ainsi prévus dans la continuité de la Coupe du Monde de football, qui permettra de tester les mécanismes d'accueil pour les spectateurs et les délégations officielles. Alors: le Brésil sera-t-il à la hauteur de ses ambitions? Réponse dans moins de cinq ans. F. G.